

Pourquoi Ursula Gauthier, de l'Obs, a dû quitter la Chine et pourquoi on s'en f...

Maxime
VIVAS

30 décembre
2015

Celle qui appelle gentiment « minorité remuante » les auteurs d'attentats aveugles

Pour lire sans a priori ce qui va suivre, il faut avoir remarqué que l'auteur d'un article sur les USA (un film, un livre, des inondations, le Grand Canyon du Colorado...) n'a jamais à préciser au préalable qu'il se démarque du génocide des Peaux Rouges ou des massacres de l'armée US au Vietnam (ou en plein d'autres endroits, il n'en manque pas).

De même, il devrait être possible d'écrire sur l'engagement russe en Syrie sans commencer par une longue dénonciation du goulag. Par conséquent, il devrait être admis d'écrire sur un événement précis survenu en Chine sans être obligé de prendre ses distances avec la Révolution culturelle, Mao, le culte de la personnalité, le système politique, médiatique, policier, judiciaire chinois, sans jurer que l'auteur n'y voit pas un modèle dont il souhaiterait l'importation en France.

Oui, il devrait être permis d'éviter pareil préambule mais, en vérité, il est préférable d'y faire une halte, faute de quoi les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs attaquent sur une étiquette, sur une supposée allégeance politique, pour ne pas avoir à contre-argumenter sur le fond.

Parlons maintenant d'Ursula Gauthier.

Le 18 septembre 2015, des extrémistes ouïgours (que le ministre sarko-socialiste Kouchner appela les « Yoghourts ») habitants du Xinjiang, République autonome chinoise « géographiquement plus proche de Kaboul que de Pékin », armés de couperets et autres armes blanches, ont assassiné une cinquantaine de mineurs Han travaillant dans une mine de charbon. La chasse policière aux terroristes s'est soldée par la mort de 28 d'entre eux.

Alors que la Chine est sous le choc, Ursula Gauthier, correspondante de L'Obs à Pékin, nie le caractère terroriste du pogrom anti-mineurs puisque, à ses yeux, ce qui s'est passé au Xinjiang n'avait rien de commun avec les attentats parisiens de janvier et novembre : il s'agissait d'une réplique à la politique de la Chine qui brime ses minorités ethniques.

Le monde entier a exprimé son émotion après les attentats du 13 novembre à Paris. La Chine aussi, mais Ursula Gauthier décèle dans ce pays (et dans lui seul) une « arrière-pensée ». Arrière-pensée qui vise ici à créer « un amalgame entre la lutte contre le terrorisme international et la répression contre la minorité ouïgoure, dans le Xinjiang ».

Ces partis pris de la journaliste ont indisposé les autorités de Pékin et le visa de presse d'Ursula Gauthier ne lui a pas été renouvelé. Elle doit quitter la Chine.



L'immuable ONG pro-américaine Reporters sans frontières dénonce le « *lynchage médiatique* » et la « *campagne de diffamation et d'intimidation* » visant la journaliste. Son patron, Christophe Deloire (un Ménard-bis, à croire qu'ils en font l'élevage, à RSF) demande au gouvernement français « *une défense ferme* », etc.

La plupart des médias hexagonaux se déclarent solidaires de la journaliste de l'Obs, mais se gardent de publier l'article qui a ulcéré Pékin.

Le magazine Challenge [ici](#) s'étonne de l'adhésion du peuple chinois à la réaction chinoise :

« *Chine : 95% des internautes "soutiennent l'expulsion" de la journaliste française Ursula Gauthier, selon la presse officielle.*

Selon un pointage réalisé lundi soir, 202.318 votes sont en faveur de la décision d'expulsion, soit 94,4% du total. La plupart des internautes chinois n'ont cependant pas pu lire l'article de la journaliste, non traduit intégralement en mandarin et désormais inaccessible dans sa version française sur le web en Chine, où les autorités maintiennent une stricte censure des contenus en ligne. »

La plupart des citoyens français ne l'ont pas lu non plus. Il n'est même pas sûr que tous les journalistes qui font corps l'ont lu. Probablement des extraits. Pour combler cette lacune, LGS vous invite donc à lire l'article dans son intégralité : [ici](#)

A présent, nous allons en examiner quelques détails ensemble.

Ursula Gauthier : « *Or, aussi sanglante qu'elle ait été, l'attaque de Baicheng [le 18 septembre 2015] ne ressemble en rien aux attentats du 13 novembre [en France]. Il s'agissait en réalité d'une explosion de rage localisée* ». En effet, « *Poussé à bout, un petit groupe de Ouïgours armés de hachoirs s'en était pris à une mine de charbon et à ses ouvriers chinois han, probablement pour venger un abus, une injustice, une expropriation ...* »

Traduire « *s'en était pris* » par « *ont massacré plusieurs, dizaines de...* ». Comprendre dans le « *probablement* » que la journaliste n'en sait rien, mais il importe de nous persuader que les tueurs répondaient à une possible agression antérieure sur laquelle les historiens nous en diront plus un de ces quatre, mais dont il semble établi que les ouvriers saignés à l'arme blanche n'étaient pas responsables.

Et encore : « *Mais pour Pékin qui refuse de reconnaître sa propre responsabilité dans la montée de l'exaspération de ses minorités, la multiplication récente des incidents sanglants au Xinjiang ne peut être que l'œuvre d'une organisation djihadiste internationale.* »

Si vous êtes joueur, remplacez dans la phrase ci-dessus, Pékin par Paris, Xinjiang par Bataclan et calculez à quelle heure le RAID va débarquer chez vous, vous plaquer à terre et vous déboîter l'épaule devant vos enfants.

Et encore : « *Le hic, c'est que de nombreux experts doutent que l'ETIM [mouvement terroriste ouïgour] soit ce groupe cohérent et dangereux décrit par la Chine. Certains vont même jusqu'à douter de son existence. Après les attentats du 11 septembre, George Bush, désireux par dessus tout de nouer une alliance avec Pékin, avait accepté d'inscrire l'ETIM sur sa liste des organisations terroristes. Aujourd'hui, il ne figure plus sur cette liste* ».

Notez : de « *nombreux experts* » (Lesquels ?) doutent de l'existence de ce groupe naguère inscrit sur la liste des organisations terroristes par G. W. Bush dont on connaît la faiblesse, la naïveté et le refus de créer une CIA ou une NSA pour lui ouvrir les yeux.

Ursula Gauthier invoque aussi comme explication « *la radicalisation de jeunes poussés à bout par la répression impitoyable qui écrase tous les aspects de la vie des Ouïgours : culture, langue, religion, accès à l'éducation, au travail, voire à un simple passeport* ».

Le problème est que ce genre d'affirmations a déjà été avancé pour le Tibet et que les observateurs pour qui le goût de la vérité journalistique l'emporte sur la sinophobie ont démontré qu'elles étaient fausses (Voir mon livre : « **Le dalaï lama pas si zen** », éditions Max Milo, 2011). Elles entrent en contradiction avec d'autres informations. Par exemple, dans son livre publié chez Denoël, « **Les Chinois sont des hommes comme les autres** », Zheng Ruolin, grand ami de la France où il a vécu une vingtaine d'années, révèle que dans le Xinjiang, quand l'assemblée des élus se réunit il faut 5 interprètes pour qu'ils se comprennent. Cinq langues pratiquées, donc.

L'article d'Ursula Gauthier est un article à charge contre le gouvernement chinois. Et pourquoi pas ? C'est son droit. Il n'a jamais été exigé (et c'est heureux) aux correspondants de presse occidentaux d'adhérer au PCC.

Cette correspondante de l'Obs a même le droit (tenez-vous bien), de trafiquer un peu la réalité, de manipuler le lecteur, de parer des atours de l'information un texte de propagande que des terroristes ne renieraient pas. En France, on est habitué à ça. Le Grand Soir, Acrimed, Investig'action (pour ne citer qu'eux) en font régulièrement la démonstration.

Mais dans ce cas précis se posent trois problèmes spécifiques :

1- **Ursula Gauthier escamote la réalité d'un terrorisme ouïgour.** Les autorités chinoises, en butte à une minorité d'Ouïgours musulmans contaminés par les propagandistes d'Al Qaida à travers leurs centaines de kilomètres de frontière poreuse avec le Pakistan (et une autre, plus courte, avec l'Afghanistan) doivent faire face à un terrorisme réel, sanglant, appuyé depuis l'étranger. Les USA déploient (financent), via la *National Endowment for Democracy* (NED) plusieurs programmes en direction du Xinjiang (comme en direction du Tibet d'ailleurs, ces deux régions voisines étant chacune un talon d'Achille de la Chine). La plupart des figures historiques de la CIA ont siégé un jour ou l'autre au Conseil d'administration ou à la direction de la NED, dont John Negroponte, nommé ensuite ambassadeur en Irak occupé, puis, de retour aux USA, big chief de tous les services de renseignements US (à ce titre, c'est lui qui avait la charge de nommer le directeur de la CIA).

- La responsabilité d'un commando ouïgour est établie dans l'attaque d'un poste de police le 4 août 2008 au moment des jeux Olympiques de Pékin dans le Xinjiang : 16 morts.
- Le 28 octobre 2013, un commando ouïgour commet un attentat sur la place Tian'anmen à Pékin : 5 morts et 40 blessés.
- Le 1er mars 2014, un commando ouïgour commet un attentat à la gare de Kunming, capitale du Yunnan : 29 tués au couteau et 130 blessés.
- Le 18 septembre 2015 donc, c'est l'assassinat d'une cinquantaine de mineurs.

Policiers, touristes et promeneurs, voyageurs, travailleurs, telles sont les catégories de victimes dont on serait étonné d'apprendre qu'elles ont commis *un abus, une injustice, une expropriation* au Xinjiang avant d'être rassemblées par pas-de-chance sur le lieu de leur mort.

2- **Dans une vidéo, Ursula Gauthier se défend [ici](#)** en disant qu'à aucun moment elle n'a approuvé le terrorisme. Certes, mais à aucun moment elle ne l'a dénoncé, à aucun moment elle n'a exprimé de la compassion envers les victimes, à aucun moment elle n'a eu une once de compréhension pour le gouvernement chinois qui prend des mesures (trop nombreuses, trop tatillonnes, trop brutales ?) pour préserver sa population des attentats et massacres aveugles contre des innocents.



A aucun moment elle n'a des mots d'amitié pour le peuple chinois, sentiment qu'elle revendique un mois après son article militant, à quelques jours de l'expiration de son visa.

Comment croire en effet à la sincérité de son amour (tardif et brisé) qu'elle clame dans une vidéo (ci-dessus) sous l'avalanche des reproches et dont les mots sont en contradiction avec le ton de son article, lequel est consacré à trouver, sinon des excuses, tout au moins des « *justifications* » aux actes sanglants ? Comment parier un yuan sur son objectivité quand pas un mot de son article n'est de nature à irriter les tueurs ?

Si les mots « *terroristes* » ou « *terrorisme* » reviennent 17 fois dans son article, c'est toujours, entre guillemets.

**JE NE
SUIS
PAS
URSULA**

Et qui se douterait, à la lire, que des combattants Ouïgours ont rejoint Daesh en Syrie ?

Pour y retrouver leur langue et la maison dont ils ont été expropriés ? Par horreur de l'autorité, poussés à bout par l'impossibilité d'obtenir un passeport ? C'est cela-même ; évitons, avec l'Obs, de les confondre avec les terroristes qui ravagent la Syrie et qui envoient en Europe leurs métastases.

3- **Si Ursula Gauthier avait écrit sur les attentats terroristes de Paris** (janvier et novembre) ce qu'elle a écrit sur les attentats au Xinjiang, elle aurait eu à en répondre devant la Justice française et elle aurait été licenciée par son journal, avec l'approbation des médias et dans le silence de RSF.

Car, rappelons-nous Charlie Hebdo, ce n'est pas si vieux

Des fous du même métal que les fanatiques ouïgours se sont livrés à un massacre odieux à Charlie Hebdo. Et, dans la France saisie d'effroi et de pitié, pas une seule Ursula Gauthier ne s'est avisée d'écrire ce qu'elle écrit des massacres aveugles en Chine. Pas un seul journaliste n'a mis alors des guillemets à *terroristes* !

En janvier 2015, le gouvernement français a demandé qu'une minute de silence soit observée dans les écoles. Les cas de non respect ont été signalés. Écoutons la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, le 14 janvier 2015, à l'Assemblée nationale (Questions au gouvernement) : [ici](#) :

« S'agissant de la minute de silence elle-même c'est une centaine d'incidents qui nous ont été remontés. Les jours qui ont suivi nous avons demandé la même vigilance, et c'est une nouvelle centaine d'évènements et d'incidents qui nous ont été remontés. Parmi eux une quarantaine ont d'ailleurs été transmis aux services de police, de gendarmerie, de justice, parce que pour certains il s'agissait même d'apologie du terrorisme. Nous ne pouvons pas laisser passer cela. »

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, a publié une circulaire demandant aux procureurs de la République de faire preuve d'une « *extrême réactivité* » et de « *fermeté* ».

- Un enfant de 8 ans a été conduit au commissariat pour ne pas avoir voulu « être Charlie » et pour avoir parlé de terroristes, mot dont il s'est avéré qu'il ne connaissait pas la signification.
- Un basketteur professionnel, Akin Akingbala, pivot nigérian de l'équipe de Rouen, a été mis à la porte de son club sportif le 17 février pour un message privé repris sur le réseau social Twitter. Celui-ci, écrit à l'origine par un journaliste britannique, disait en anglais « *Je ne suis pas Charlie, je suis Ahmed, le policier mort....* ».
- Le mensuel Le Monde Diplomatique de Janvier 2015 signale que la répression va de « *l'inculpation de jeunes pour des dessins (oui !)* à la condamnation à Grenoble à six mois de prison ferme d'un déficient mental »
- Un homme de 28 ans qui avait crié à l'adresse de policiers : « *Ils ont tué Charlie, moi j'ai bien rigolé* », a été condamné à six mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, en Isère.

- Le quotidien Ouest France du 14 janvier 2015 nous apprend que « *Plus de cinquante procédures pour apologie du terrorisme ont été ouvertes en France depuis l'attentat à Charlie Hebdo il y a une semaine, d'après le ministère de la Justice* ».

Les rigolos, les ivrognes, les bravaches, qui se défoulent avec des plaisanteries de mauvais goût sur le sujet sont jugés sans tarder. Une dizaine de condamnations - plutôt lourdes - sont prononcées dans les jours qui suivent.

C'était la France traumatisée de janvier 2015, celle qui sentait le Patriot act, celle où un message privé, un mot dans la rue, un article pouvaient vous conduire devant un tribunal.

Pour Ursula Gauthier, si la Chine « *une société qui n'éprouve que peu de sympathie pour le reste du monde* » (mais qu'elle adôôtre, découvre-t-elle en bouclant ses valises) s'est associée en novembre à la douleur de la France c'est pour obtenir « *en retour le soutien de la communauté internationale dans ses propres démêlés avec sa minorité la plus remuante : les Ouïgours du Xinjiang* ».

D'où le titre de l'article d'Ursula Gauthier dans l'Obs : « *Après les attentats, la solidarité de la Chine n'est pas sans arrière-pensées* ».

A croire que le rassemblement des chefs d'Etat pour Charlie Hebdo à Paris était dépourvu d'arrière-pensées.

Si la presse française traverse une crise grave, si elle est obligée pour subsister de se vendre à des industriels et à des banquiers, de solliciter des aides financières importantes de l'Etat, la conjoncture n'explique pas tout : la profession est largement discréditée et nous venons de mieux comprendre pourquoi, grâce à Ursula Gauthier. Le péché mortel d'un journaliste est de croire qu'il est intellectuellement supérieur à tous ses lecteurs, que ceux-ci n'ont aucun moyen de vérifier ce qu'il écrit ni de sentir, sous la présentation partielle et partielle des faits, un discours engagé et un coeur froid.

Et ces silences !

Comment faire comprendre au lecteur la nervosité de Pékin face aux terroristes islamistes et aux séparatistes si l'on ne lui dit pas que le Xinjiang est la seconde région productrice de pétrole du pays, qu'il fournit un tiers de la consommation nationale en gaz naturel, qu'il est le premier producteur de charbon avec 40% des réserves nationales. On y trouve le plus grand gisement d'uranium du pays. Ajoutez à cela les passages de gazoducs et d'oléoducs et vous en saurez plus sur le Xinjiang.

Ah, vraiment, il n'est pas besoin d'avoir la nostalgie de la Révolution culturelle, du *Grand Timonier*, *Grand Commandant en Chef et Grand Pilote*, de vouloir importer en France le système politique, médiatique, policier, judiciaire, culinaire (je fais référence aux insectes grillés et aux brochettes de scorpions, pas à la Tsingtao) chinois pour se démarquer de cette journaliste et pour ne pas rejoindre la meute qui regrette son expulsion alors qu'il urge surtout de dénoncer ce qu'elle écrit et son manque de probité qui est pointé par une grande partie des Internautes... sur le site de l'Obs.

Ah, madame Gauthier, comme vous nous dites bien que vous vous en f... des 50 mineurs massacrés à la machette, 50 prolos qui travaillaient pour nourrir leur famille, mais qui, aux yeux « *d'assassins que craignent les panthères et dont tremble un poignard quand leurs mains l'a touché* » (Aragon) présentaient les défauts rédhibitoires qui attisent les haines et qui leur ont été signifiés par des cris : « *On est chez nous !* » et « *Allahou akbar !* ». *Probablement*, comme vous diriez.

Maxime Vivas

PS. Il y a quelque chose de glaçant dans le raisonnement d'Ursula Gauthier pour qui des ouvriers chinois qui extraient du charbon au Xinjiang sans être originaires de cette région chinoise ne méritent pas plus de compassion (ou alors, qu'elle l'exprime enfin !) que celle que manifestait chez nous l'extrême droite dans les pogroms meurtriers anti-italien de 1893 à Aigues-Mortes, ou dans le racisme anti-polonais dans le Nord ou dans les récentes exactions

corses contre les lieux de culte musulmans.

Malgré une hostilité envers la Chine que ses articles précédents attestent, Ursula Gauthier aurait sans doute obtenu une fois de plus la prolongation de son visa, si elle ne s'était avisée de tracer les frontières de la Chine, de délivrer des droits du sol, d'insinuer qu'il y a des Chinois moins Chinois que d'autres (les Han) et qui feraient bien de rester chez eux, de déguiser en patriotes (jusqu'à les absoudre) des terroristes vérolés par le nationalisme, le racisme, l'intégrisme religieux, la sauvagerie, le mépris de la vie des autres Chinois.

Mais, puisqu'elle rentre en France, je conseille à l'Obs (par gentillesse) de ne pas lui commander des articles sur le terrorisme, calqués sur sa vision pékinoise du problème.